

DOSSIER SYNTHÈSE DES CONSULTATIONS CITOYENNES EUROPÉENNES ORGANISÉES PAR LA CCI DE MAINE-ET-LOIRE LE 11 juin 2018



Pour mémoire la CCI de Maine-et-Loire a organisé le 11 juin 2018 des consultations citoyennes entrepreneuriales

4 ateliers organisés sur les thèmes suivants :

- La politique européenne d'innovation, le numérique et la protection des données
- La politique européenne en matière de transition énergétique
- Les échanges internationaux
- La mobilité européenne des salariés et des apprentis

Ces 4 ateliers ont mobilisé 40 entreprises du Maine-et-Loire, dont voici la synthèse des échanges et propositions.

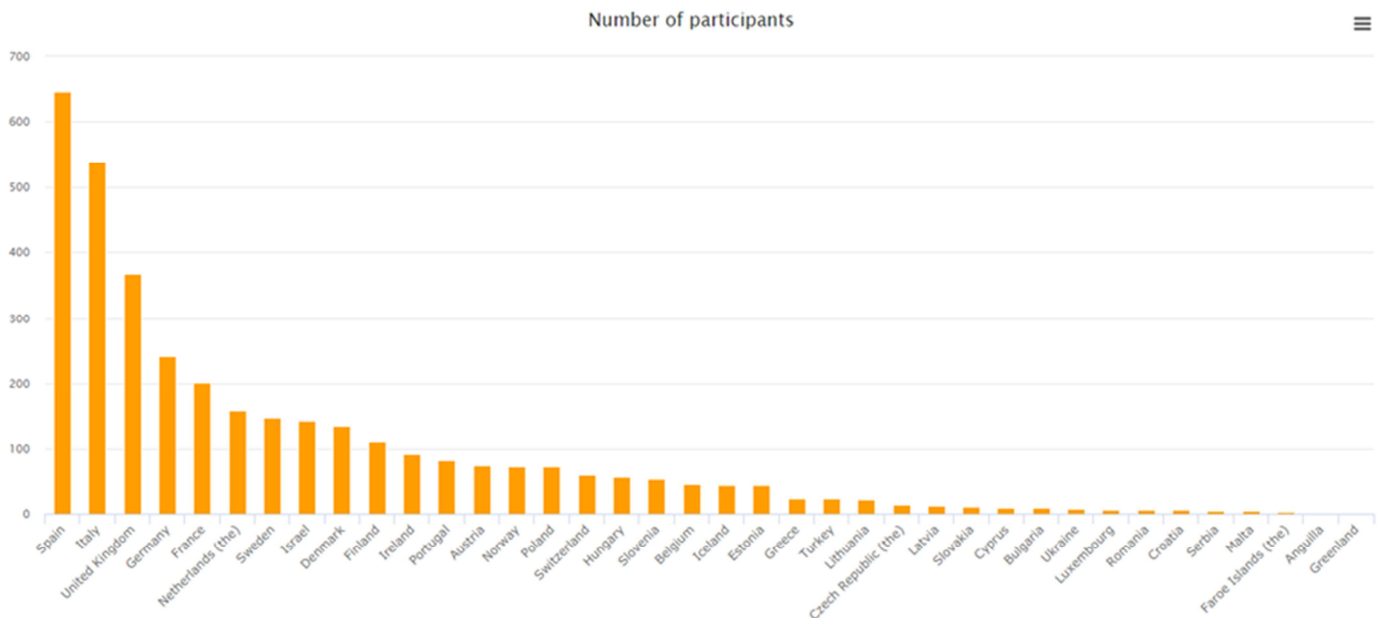
La politique européenne en matière d'innovation, numérique, protection des données

Thème 1 : financement de l'innovation / programmes européens de R&D

Constat :

Les aides Européennes souvent perçues comme élitistes / difficiles d'accès.

Les entreprises françaises sont moins présentes que leurs homologues dans les programmes européens de R&D (cf. graphique ci-dessous pour les participants au programme « [Instrument PME](#) »)



- Des aides/programmes trop exigeantes en terme de pré-requis (il faut avoir son réseau de partenaires), de trop faibles chances de succès (instrument PME),
- Réservé aux PME de haut niveau scientifique/technologique ? (quid des autres formes d'innovation ?)
- Manque d'appui aux PME pour monter les dossiers ? La connexion avec les établissements d'enseignement recherche peut-elle faciliter l'accès aux aides européennes ?
- Comment rendre plus visibles les aides européennes qui touchent un spectre large d'entreprises via des programmes régionaux, des actions collectives (ex : FEDER/Dinamic) ?

- Améliorer la complémentarité entre aides européennes et nationales/régionales (simplicité/lisibilité)

Propositions :

- ⇒ Simplifier / harmoniser les dossiers de demande d'aides, en particulier sur les informations comptables demandées ou le business plan, qui pourraient être valables pour les aides régionales, nationales et européennes (« Dites-le nous une fois ! »)
- ⇒ Renforcer la communication sur les aides européennes auxquelles les PME peuvent prétendre ; d'autant plus que au national ou régional, les noms des acteurs (exemple : ANVAR □ OSEO □ BPI) et des aides changent régulièrement
- ⇒ Simplifier les critères d'éligibilité : accepter de financer des projets plus risqués (droit à l'expérimentation ou à l'échec comme aux Etats-Unis) et non des projets sécurisés au maximum
- ⇒ Augmenter les fonds européens disponibles pour soutenir les projets d'innovation des PME, en étant moins élitiste et en finançant plus de projets. Beaucoup de bons projets ne sont pas financés (Cf. seal of excellence)
- ⇒ Déléguer l'attribution des aides à des acteurs locaux/régionaux qui ont une bonne connaissance des entreprises de leur territoire

Thème 2 : Coopération / fédération des initiatives de type French TECH ou French FAB pour accroître la visibilité « européenne », notamment face à l'Asie, aux Etats-Unis ...

Constat :

L'Europe a du mal, notamment dans le domaine du numérique, à faire émerger et soutenir le développement de grandes entreprises comme les GAFAM.

Pour mémoire en 2007 à la une de FORBES : « Nokia (Finlande) : 1 milliard de clients. Y a-t-il quelqu'un pour détrôner le roi du téléphone portable ? »

Propositions :

- ⇒ Repérer les domaines d'excellence sur lesquels on pourrait promouvoir le « made in Europe »
- ⇒ Présence commune européenne sur les grands salons internationaux (Eviter la dispersion ; exemple de multiples stands régionaux sur des salons en Chine)
- ⇒ Une bannière commune pour promouvoir l'industrie, l'innovation, le savoir-faire européen : Europe tech ou Europe Fab

La politique européenne en matière de transition énergétique

Thème 1 : Energie

Constat / Situation :

- Europe dépend à 54% des énergies fossiles importées
- Efficacité énergétique amorcée (réduction des consommations : bâtiment – transport – process) mais à la hauteur des enjeux ?
- Part des Enr dans la consommation finale = 16% (objectif de 20% d'ici 2020 et 30% d'ici 2030)
- 20 recommandations de l'UE pour renforcer les initiatives citoyennes

<https://institutdelors.eu/wp-content/uploads/2018/01/transitionnergtique-etude-pellerincarlínrubiofernandes-2017-bd.pdf>

Idée générale	Propositions
Simplifier et faciliter le financement et la fiscalité des énergies vertes	Faciliter l'accès aux financements bancaire pour permettre le développement des énergies renouvelables (la méthanisation notamment)
	Réformer le système d'échange des quotas d'émission : flécher les revenus des entreprise connues vers le transition énergétique
	Orienter les taxes sur les énergies fossiles en soutien aux énergies vertes
	Empêcher les fiscalités contraignantes sur l'autoconsommation, stockage. Interdire toute fiscalité rétroactive
	Augmenter le prix du CO2
Inciter aux démonstrateurs territoriaux et collectifs de producteurs	Développer des démonstrateurs territoriaux associant les publics variés (entreprises, administrations, collectivités, particuliers, écoles...)
	Soutenir les expérimentations locales
	Donner la possibilité à des collectifs (entreprises, particuliers, associations) de consommer localement l'énergie qu'ils produisent
	Soutenir l'émergence de systèmes énergétiques locaux reposant sur des ressources locales (électricité, chaleur, gaz...) et initié piloté par des collectifs multi-acteurs (entreprises, associations, agriculteurs...) « ilots énergétiques » / Ecosystèmes locaux producteurs en lien avec les démarches de coopérations interentreprises

Rendre la réglementation propice au développement des énergies vertes	Avoir une politique normative ambitieuse mais s'imposant aussi aux énergies importées
	Faciliter les expérimentations dans les énergies renouvelables (lever les contraintes par rapport à d'autres pays notamment)
	Former les salariés à la reconversion dans les zones dépendant des énergies fossiles
	Encourager la subsidiarité (décentralisation) dans la gestion des systèmes énergétiques (ce qui permettrait d'impliquer les acteurs locaux) ;
	Ouvrir à la concurrence la concession et la gestion des réseaux qui sont la clé pour le développement énergétique local ;

Thème 2 : Economie Circulaire

Constat / Situation :

- Europe dépend > 80% de matières premières importées (100% pour certaines matières)

3 actions en cours : sécurisation des accès / renforcement appro EU / Efficacité des ressources

- Taux de recyclage de certaines matières critiques proches de 0 (antimoine, tantale...)
- Développement des business associés (recyclage, réparation...)?

http://www.europarl.europa.eu/pdfs/news/expert/infopress/20170123IPR59605/20170123IPR59605_fr.pdf

Idee générale	Propositions
Assouplir les règles des marchés publics pour soutenir l'économie locale	Intégrer des règles d'attribution des marchés publics avec une préférence nette pour les entreprises locales
	Autoriser les critères géographiques dans les marchés publics
	Mettre en place des règles favorisant l'utilisation de matériaux ou de matériels recyclés ou d'occasion
	Rendre légal dans les marchés publics l'analyse des taux de prélèvement et des taux de recyclage dans l'analyse des offres
	Inciter à un taux minimum par secteur de matières recyclées dans les appels d'offres

Faire que la politique énergétique et économie circulaire soit LA politique européenne et non une thématique parmi d'autres	Faire que l'économie circulaire soit la base de la politique européenne (et pas un sujet parmi d'autres)
	Définir des objectifs ambitieux (à la hauteur des enjeux) et des moyens associés dans une perspective de développement économique
Rendre la réglementation propice au développement de l'économie circulaire	Normaliser les matières – identifier chacune afin de faciliter le réemploi
	Uniformisation législative sur l'instruction des dossiers méthanisation (différence notables entre pays européens)
	Interdire aux états membres des « sur-réglementation » qui freinent les projets
	Inclure le transport maritime dans les accords climats pour avoir un vrai cout du transport et favoriser les circuits courts-territoriaux
Revoir le modèle de financement et de fiscalité pour inciter à l'économie circulaire locale et collaborative	Réaliser un fond européen de libération de brevets stratégiques (rachat de brevet pour accélérer l'accès aux technologies les plus impactantes)
	Intégrer le prix environnemental aux produits achetés (augmenter les produits importés et sans apport pour l'environnement)
	Cibler tous les financements européens exclusivement sur les systèmes productifs respectueux de l'environnement (perspective de zéro impact)
	Favoriser l'effacement carbone à l'échelle locale (compte épargne carbone) associant plusieurs acteurs du territoire concerné
	Renforcer la politique fiscale sur les déchets (TGAP, TEOM...) pour financer les expérimentations et les projets EC
	Mettre une taxe carbone aux frontières
Changer les mentalités en développant le marketing économie circulaire	Inciter au développement de filières locales
	Mettre en avant les territoires « bon élèves » afin de développer son attractivité économique
	Renforcer la communication pour changer les mentalités en profondeur (achats plus durable, local, réparable...) et gérer en cout global

	Développer un marketing européen de la consommation éthique
	Développer une date de « pic oil » personnel pour chaque entreprise
	Renforcer la connaissance des flux matières localement pour faciliter leurs échanges et optimiser leurs usages

Echanges Intra-communautaires

- Problématique de normes

Pour certains secteurs malgré la commercialisation en France il y a besoin d'avoir une homologation dans l'état membre visé : par exemple l'automobile, l'agroalimentaire, le bâtiment....

Est-ce un protectionnisme déguisé ? Le cout d'homologation peut être important, la ressource humaine et financière ne sont pas toujours disponibles, le temps d'obtention, sont des freins à la commercialisation.

Propositions :

- ⇒ Reconnaissance mutuelle réelle
- ⇒ Harmonisation complète du cadre réglementaire sur tous les Etats membres.

- Problématique de fiscalité, financements publics sur les différents pays européens
La concurrence est faussée entre les entreprises communautaires.

1. Echanges extra-communautaires

- Poursuivre les accords de libre-échange et veiller à ce qu'il y ait une vraie mise en place
- Chasser en meute : que les champions européens favorisent les PME européennes, les aident à conquérir les marchés du grand export.
- Cibler des secteurs prioritaires sur des marchés prioritaires et mettre en place des politiques d'appuis fortes.
- Aides et financements européens
 - Harmoniser les aides au niveau européen : certains états semblent être plus généreux que d'autres sur l'appui à l'exportation
 - Rendre plus facile leur obtention
- L'Europe doit parler diplomatiquement et économiquement d'une seule voix.

La mobilité européenne des salariés et des apprentis

2 questions centrales

> Comment l'Europe peut favoriser davantage la mobilité des salariés des entreprises afin de renforcer l'employabilité et permettre aux entreprises un développement plus important ?

> Comment la mobilité des jeunes apprentis constitue un levier à l'emploi en leur permettant de renforcer leur autonomie, leur esprit d'ouverture ?

Une approche globale **Mobilité** : des salariés et des apprentis

Avec un préalable : on parle bien d'une **mobilité temporaire** avec des échanges d'intérêts pour les individus et les entreprises

Enjeux de la Mobilité :

Employabilité des personnes

Une plus grande fluidité du Marché de l'emploi via la circulation des salariés et l'adaptation aux problématiques de l'offre/et de la demande

Attractivité de la zone euro

Cohésion/sentiment d'appartenance européenne

Leviers au développement de la Mobilité :

Monnaie commune

Système de correspondances de diplômes : LMD-ECTS

Langue

Infrastructures d'accueil et de transport

Pour aller plus loin ?

Harmonisation sociale et statuts à faire converger

Dispositifs à rendre plus lisibles

➔ **Passeport du travailleur/salarié européen** (incluant le statut d'apprenti européen)

Définissant les règles communes sociales et salariales- définir un seuil d'harmonisation acceptable

(pas le moins disant)

➔ **Un Erasmus salarial**

Définissant les bases du dispositif d'échanges

Mettant en avant les offres d'emplois européennes, le process d'accueil et de prise en charge dans le pays d'accueil

Précisant les organismes référents pour faciliter les déplacements

➔ **Questions diverses**

1- La mobilité spécifique des Apprentis

Evolution du contexte réglementaire avec intégration dans projet de loi de la possibilité de mobilité longue pour les Apprentis, avec notamment la suspension de certaines dispositions du contrat de travail. Reste la problématique de l'autonomie financière des Apprentis (enveloppe bourses Erasmus et pas valable dans tous les pays)

Quid de la convergence des législations/conditions de travail : cf problématique des mineurs notamment

Comment inciter les employeurs à accompagner un jeune à vivre l'expérience de l'international ?

Quid de la reconnaissance des acquis de la mobilité dans la validation du diplôme/formation ?

2- Mobilité des travailleurs

Dans l'univers compétitif qui caractérise la recherche technologique, l'Europe est-elle en mesure de développer une véritable attractivité pour les cerveaux étrangers ? Comment la réglementation communautaire peut-elle favoriser la venue de scientifiques du monde entier pour travailler sur des projets ponctuels et qui bénéficieraient à ce titre d'un titre de séjour européen ? A rapprocher de l'idée de l'Erasmus et passeport européen.

Quelle mobilité des travailleurs vers le Royaume Uni, dans ce contexte nouveau de Brexit ? avec des échanges forcément plus complexes qui nécessitent une anticipation des démarches. Quelles mesures pour favoriser la mobilité des travailleurs communautaires ?

